

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Glyphosate : la trahison du gouvernement

Les députés réunis en première lecture autour du projet de Loi sur l'Agriculture et l'Alimentation ont suivi le Gouvernement en rejetant les amendements visant à inscrire dans cette loi la sortie du glyphosate. Une nouvelle fois, les intérêts financiers ont primé sur la santé de nos populations. Emmanuel Macron s'était engagé en novembre dernier à interdire le glyphosate en France « au plus tard dans trois ans ». Or, le Gouvernement, et en particulier le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, ne cessent d'entraver toute décision qui permettrait une interdiction du glyphosate. Le Gouvernement joue-t-il un double jeu ? 34 organisations de la société civile (1) ont lancé, la semaine dernière, une pétition pour que l'engagement du Président soit tenu. Plus de 200 000 citoyens ont déjà signé cet appel.

Paris, le 29 mai 2018. Le projet de Loi Agriculture et Alimentation débattu à l'Assemblée nationale offrait l'opportunité de concrétiser la promesse du Président Emmanuel Macron d'interdire le glyphosate en France d'ici fin 2020. Nos élus et le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Agriculture, ont bloqué cette perspective.

Pour les 34 organisations cosignataires, ce vote et la position du gouvernement sont un déni de parole donnée. Ces organisations restent, plus que jamais, mobilisées pour que le principe de précaution soit respecté. Rappelons que le glyphosate a été classé parmi les cancérogènes probables chez l'être humain en 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), agence de l'Organisation mondiale de la santé. La France doit sortir du glyphosate comme annoncé, avec un plan d'accompagnement adapté pour les agriculteurs.

Il est indispensable que l'opportunité qu'offre le projet de Loi Agriculture et Alimentation ne soit pas un rendez-vous manqué. Déterminés à faire entendre la voix des 200.000 premiers signataires de la pétition lancée la semaine dernière, nos organisations demandent :

- **aux sénateurs**, de protéger la santé de citoyens et l'environnement, en déposant de nouveaux amendements pour interdire définitivement le glyphosate en France au plus tard dans trois ans ;
- **au Ministère de l'Agriculture et au Gouvernement**, d'être cohérent avec l'engagement d'Emmanuel Macron et de soutenir ou a minima de ne pas s'opposer à un amendement en ce sens ;
- **au Président de la République**, de rappeler avec fermeté son engagement de sortie du glyphosate et demander au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour l'interdire au plus tard dans trois ans.

Lien vers la pétition :

<https://www.foodwatch.org/fr/s-informer/topics/glyphosate/petition-pour-l-interdiction-du-glyphosate/>



- (1) Organisations signataires : foodwatch, Générations Futures, Greenpeace, FNH, Agir pour l'Environnement, Les Amis de la Terre, Justice Pesticides, LPO, Fédération Artisans du Monde, ATTAC France, UFC-Que Choisir, Confédération Paysanne, Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, Bio Consom'acteurs, Bloom, Réseau Environnement Santé (RES), Terre d'abeilles, Syndicat National d'apiculture, Solidaires, Miramap, Commerce équitable France, Union Nationale de l'Apiculture Française, WeMove.eu, WECF, La Ligue contre le cancer, Alerte des médecins sur les pesticides, Réseau Action Climat, CCFD-Terre-Solidaire, France Nature Environnement, WWF, CFSI, Terre & Humanisme, SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires, CCLV, WeMove, Power Foule, SumOfUs, Slow Food, Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique

### Contacts presse :

foodwatch France, 01 73 70 60 94, [ingrid.kragl@foodwatch.fr](mailto:ingrid.kragl@foodwatch.fr) ou Karine Jacquemart, Directrice, 06 68 87 04 04

Générations futures, François Veillerette, Directeur, 06 81 64 65 58, [francois@generations-futures.fr](mailto:francois@generations-futures.fr)